

Forum

L'informatisation, 25 ans plus tard

1^{er} partie

Coordonné par **Thomas Lamarche**

Pour évoquer l'informatisation de la société et l'évolution de la critique de l'informatisation pendant les vingt dernières années, je vous propose quatre entrées autour de questions qui ont occupé nos réflexions. L'objet de ce forum est de prendre appui sur ce qui a animé le débat à l'origine de *Terminal*, dans le but de comprendre ce qui se joue actuellement.

1. L'informatique est passée d'un modèle centralisé à l'informatique en réseau (*big brother* à *little sister*).

2. Nombre de rapports ou de grands projets sont issus de désirs de remodelage de la société par la technique. Entre technique vecteur de changement et peur de la technique, la notion de progrès technique a-t-elle changé ?

3. Comment comprendre l'informatisation du travail alors que d'une emprise physique du travail, il semble que l'on soit passé à une emprise sur la subjectivité du travailleur, sur l'intellect, sur le mental ?

4. Enfin, où sont les informatiques alternatives ? Qu'a-t-on fait des alternatives il y a vingt ans et que sont-elles maintenant ?

Thomas Lamarche :

Quelle est votre vision sur la façon dont l'informatisation de la société a évolué depuis vingt à trente ans et sur la manière dont *Terminal* a réagi à cette évolution ?

Emmanuel Videcoq :

Je voudrais insister sur le contexte politique de la création du CIII¹ et de *Terminal*. On était à la fin du septennat de Giscard d'Estaing et le pouvoir avait impulsé un débat sur l'informatisation de la société. Ce fut le rapport Nora-Minc² avec un grand colloque au Palais des Congrès.

Parallèlement, certaines critiques de l'informatique et de l'informatisation s'étaient développées dans des milieux comme à la CFDT par exemple, avec

1. Centre d'Information et d'Initiative sur l'informatisation.

la publication du livre *Les Dégâts du Progrès*³, ainsi que divers travaux de sociologues, dont Philippe Lemoine. Le CIII s'est constitué suite au colloque *L'informatisation contre la société*, qui était une forme de réponse politique au rapport Nora-Minc et au colloque sur *L'informatisation de la société*. Ce fut une rencontre qui eut lieu à la Pitié-Salpêtrière, organisée par un collectif de revues féministes, gauchistes et de diverses émanations marxistes. À la suite de ce colloque, la décision a été prise de créer un Centre d'Information et d'Initiative sur l'informatisation avec des I qui "se cassaient la gueule" en réaction et par dérision à la CII (Compagnie d'Informatique Industrielle) où l'on rajoutait un I. Ce rajout voulu par Jean Tercé était une manière de décrire à la fois une espèce de décadence et la dérision par rapport à tout cela.

Le premier numéro de *Terminal*, avec une page de couverture jaune, est une espèce de bulletin ronéoté qui faisait écho aux débats qui ont eu lieu à cette rencontre de la Pitié-Salpêtrière. Ensuite, le sommaire des numéros 2 et 3 qui avaient comme thématique le contrôle social et la carte d'identité informatisée était à mettre en relation avec "les autonomes" qui écrivaient dans un mensuel qui s'appelait *Gueule* et faisait suite à *La Gueule Ouverte*. Je rappelle ce contexte, car très rapidement nous avons été confrontés à un deuxième point : la politique de Mitterrand et de Chevènement.

En effet, c'est l'époque des nationalisations et de la tentative de créer une filière électronique en voulant traiter la question de l'informatique sur une base nationale à travers la nationalisation. J'analyse aujourd'hui avec un point de vue un peu critique mon évolution et pourquoi à la fin de la partie magazine, j'ai notamment préféré rejoindre les rangs des écologistes et travailler avec la revue *Chimères*. J'étais intéressé par ce qui me paraît le plus problématique encore aujourd'hui : la question dite de l'informatisation de la société. Pour lancer ce forum, je vois que Thomas Lamarche utilise le même vocabulaire. Je crois que c'est un contexte et un vocabulaire extrêmement précis qui étaient utilisés par le pouvoir. Cela s'est traduit d'ailleurs par la création de l'agence de l'informatique qui voulait développer l'informatisation de la société. On a pensé la question de l'informatique et de la technologie dans les rapports entre technique et société ou comme il y a eu dans les enseignements la filière informatique et société étudiée par le CREIS, et c'est ceci qui me paraît être en cause aujourd'hui.

Je ne fais plus cette distinction, ou tout au moins, cette opposition aussi forte entre la technique et le social, entre une technique qui viendrait détruire ou réifier le social. Cette approche m'apparaît éminemment caduque aujourd'hui, il suffit d'observer Internet pour s'en rendre compte. Mais, elle s'est traduite du point de vue éditorial par le fait que toute la série des douze ou treize premiers numéros est consacrée à l'informatisation de différents secteurs d'activité : les agriculteurs, les médecins, l'industrie, etc. On observait comment l'informatisation affectait ou non certains secteurs de la société. En revanche, ce qui est toujours aussi fort, et peut-être qu'on l'avait

3. *Les dégâts du Progrès*, CFDT, Le Seuil, Paris, 1977.

à un moment donné relativisé, c'est la problématique des fichiers et des libertés. Une problématique qui est relancée sur une base extrêmement importante avec les législations qui ont suivi le 11-Septembre, et tout ce qui concerne le contrôle social du soi-disant terrorisme. On l'observe à travers ce que je nommerai son point d'aboutissement : la LEN (Loi sur l'économie numérique) qui aboutit à supprimer le secret de la correspondance privée sur les transactions sur Internet.

Cela m'apparaît une partie beaucoup plus solide qui a trouvé aujourd'hui d'autres rebondissements. Il faut dire que l'image que nous avons de l'informatique était bien celle du gros ordinateur central tel qu'illustré dans le livre de Janco et Furjot, *Informatique et Capitalisme*⁴, où ce que nous cherchions à critiquer et à combattre c'était l'informatique vue par les constructeurs informatiques et par IBM. IBM est toujours là, mais il n'a plus la même place pour modeler la technique. Ce point de vue a été dépassé par l'apparition de la micro-informatique et encore dépassé par la généralisation d'une informatique de réseau. On avait déjà eu ce débat.

Dernier point puisque l'on évoquait la question, en opposant la technique et le social ou la technique et le politique, je pense que l'on est passé à côté de débats proprement politiques qui existaient dans la communauté des informaticiens et que l'on peut illustrer par le problème du libre. Si l'on regarde ce qui s'est passé par exemple pour UNIX où la constitution d'Internet, on se rend compte que les bagarres qui ont eu lieu dans les milieux informatiques et en particulier aux États-Unis dans les milieux de la recherche étaient des bagarres proprement politiques. Nous-mêmes, nous avons une vision de l'alternative, puisqu'on a publié des numéros sur les alternatives en informatique. Mais, nous étions fortement conditionnés par le fait que nous avons une vision purement *hardware* de l'informatique. Nous pensions que c'était par des architectures matérielles différentes qu'on pouvait aller vers des alternatives. En revanche, on a été capable de commencer à anticiper certains phénomènes comme les premiers usages de l'informatique en réseau. D'une certaine manière, ce qui va se développer par la suite avec Internet.

Pour terminer, je pense que la création du CIII et la fondation de *Terminal* sont à rapporter à une conjoncture politique, à une vision de la technique et de la société qui me semble aujourd'hui remise en cause et contrebattue par ce qui s'est passé.

Jacques Vétois :

Je vais réagir sur deux ou trois choses qu'a dites Emmanuel Videcoq. Je suis effectivement d'accord sur le contexte de la conjoncture économique au moment de la naissance de *Terminal*, mais tu as oublié une chose, c'est qu'à l'époque, nous étions aussi obnubilés par le problème de l'État. C'était notre formation gauchiste pour la plupart et c'était le pouvoir d'État qui était

4. Manuel Janco et Daniel Furjot - *Informatique et Capitalisme - Economie et socialisme*. Maspero Paris 1972 in-8 broch., 272 pp.

l'élément à conquérir. C'était avec le pouvoir d'État qu'on pouvait changer la société. Donc l'informatique, la grosse informatique IBM, on allait faire avec, même si on pensait bien qu'il ne suffisait pas de nationaliser IBM pour résoudre les problèmes. On estimait que c'était une étape et qu'ensuite, on allait pouvoir mettre l'informatique au service du peuple ou au service des travailleurs, on a dû écrire tout cela quelque part. Donc nous nous situions dans ce contexte : il existe une autre démarche politique. Or cette autre démarche politique, naturellement, a subi un échec relatif avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, qui avaient une vision un peu plus décentralisée que nous et puis surtout qui n'avaient pas du tout l'intention de mettre en œuvre ce dit programme, heureusement, peut-être...

Ensuite est arrivée une deuxième phase de l'informatique, celle de la micro-informatique. Les premiers PC sont nés en 80-81 avec ceux d'IBM. À ce moment, l'informatique s'est diffusée un peu partout. Les gens ont eu beaucoup moins peur de l'informatique. Ensuite les réseaux se sont développés à travers Internet. On est arrivé à une vision idyllique de l'informatique ; chacun possède sa petite machine, fait son travail, personne ne peut me contrôler et c'est un moyen pour communiquer avec tout le monde de manière efficace, etc. Cette vision correspond à la deuxième phase de l'informatique qui a duré jusque dans les années 90. Aujourd'hui, je suis d'accord avec Emmanuel, on entre dans une nouvelle phase, engendrée par les attentats du 11-Septembre, il y a le *spamming* et un certain nombre de phénomènes, en particulier tous les débats sur les droits de propriété intellectuelle.

On s'aperçoit que le système dominant essaie de reprendre les choses en main et d'imposer un certain contrôle sur tout ce qui se fait. Effectivement cela n'intéresse ni le pouvoir d'État, ni les grandes entreprises informatiques, ni les grandes entreprises du logiciel d'avoir un monde idyllique. Cela dit sans tomber dans la théorie du complot, pour eux, ce n'est pas intéressant d'utiliser les logiciels libres. Il est préférable d'utiliser des logiciels que l'on peut contrôler, ainsi à chaque fois que l'on utilise un ordinateur, un contrôle est effectué via les logiciels par les entreprises ou par les constructeurs qui ont créé lesdits logiciels.

On est entré dans une troisième phase et tous les problèmes d'informatique et liberté reviennent maintenant en force. On le voit bien avec tous les projets de lois, bien qu'apparemment il y a beaucoup de difficultés à les mettre sur pied, vu la lenteur avec laquelle on fait ces lois. Il faut quand même remarquer qu'il y a un tout petit peu plus de réactions, de nos jours, avec la nouvelle génération qu'avec la nôtre, qui réagit aux problèmes de liberté sur Internet. Mais il ne faut toutefois pas se tromper, à mon avis, globalement il n'y a pas plus de réaction qu'il n'y en avait dans les années 70-80 face à la grosse informatique. Il y a une petite minorité qui s'agite ; pour les autres, globalement, tout le monde trouve intéressant d'utiliser Internet et son micro de la manière la plus efficace possible.

Guy Lacroix :

Je vais commencer par le souvenir de la rencontre de la Salpêtrière

d'où est sortie la revue *Terminal*. Pour une fois, j'entendais des intellectuels de gauche qui abandonnaient le XIX^e siècle et l'usine de Marx pour parler de la technique contemporaine et de ses conséquences. J'étais ravi, d'autant que depuis longtemps j'étais hanté par la question de l'automatisation. Je l'avais découverte, bien avant 68, en lisant Wiener et en me passionnant pour la cybernétique. La Société Internationale de Cybernétique avait mené une réflexion approfondie sur les potentialités sociales de l'automatisation. Mais ce qui handicapait ce type de réflexion portée essentiellement par des experts, c'était leur absence de dimension politique. Ils distinguaient assez clairement ce qui était techniquement possible, mais ils se trouvaient dans l'incapacité de comprendre pourquoi nos sociétés étaient incapables d'utiliser les potentialités extraordinaires des technologies pour le bien de tous.

À l'opposé, les militants politiques et les syndicats avaient joué les autruches devant un phénomène inéluctable qui bousculait les prêts à penser et les positions acquises. À la suite du colloque, de nombreux groupes de travail sur des sujets divers s'étaient créés. Ils devaient alimenter en articles une revue en projet qui est devenue *Terminal*. J'ai intégré un groupe qui s'intéressait à l'automatisation. J'y ai rencontré Carlos Derbez, le créateur de la "machine molle".

Très vite, le groupe s'est enlisé dans des confrontations stériles. Aussi, Carlos et moi avons rejoint le noyau de la revue. Il regroupait des militants et des personnes qui connaissaient l'informatique et ne se contentaient pas de philosopher ou de proférer un discours politique bien-pensant sur l'informatisation. J'étais enchanté. Et en même temps, je ressentais un malaise qui ne m'a jamais abandonné dans la manière d'appréhender l'informatique et l'informatisation. Ce sont des objets éminemment complexes socialement, qui n'arrêtent pas de se transformer.

L'attitude critique est essentielle, mais elle ne suffit pas : elle a du mal à anticiper. Il me semble qu'en se focalisant trop sur l'outil, on a laissé passer une partie de ce qui était vraiment en cause, la question de ce sur quoi travaille l'informatique : l'information. Plus exactement, la mise en forme sociale des différentes formes d'informations et ce à quoi elles servent, comme celles qui participent de la reconstruction des systèmes de domination. L'informatique est une technologie tout à fait originale. À travers elle, s'agencent et se sélectionnent des choix organisationnels et des représentations sociales. Elle fait office de mémoire sélective et de média. Cette appréhension d'une technique qui n'est pas neutre, mais qui n'est pas non plus "que du social" ; qui est asservie tout en gardant une certaine forme d'autonomie, me semble constituer le point focal de la revue, un implicite qui nous unit au-delà de nos différences.

Paradoxalement, ce point essentiel a presque toujours été traité par la bande. Or, cette question me semble d'autant plus importante aujourd'hui que le potentiel de séduction de l'informatique a énormément augmenté. À l'époque, vous l'avez bien dit tout à l'heure, on avait un adversaire relativement facile à appréhender : l'informatique centralisée. Il était aisé d'en discerner les dangers. À partir du moment où, avec l'Internet, l'informatique

fournit de nouvelles possibilités d'appropriation personnelle de l'information et peut-être, d'approfondissement des processus démocratiques, tout devient beaucoup plus compliqué... De ce fait, l'analyse de ce qui se passe aujourd'hui demanderait la création d'outils qui nous permettent de dépasser la position critique. À part perdre un certain nombre d'illusions, nous n'avons pas beaucoup avancé dans l'élucidation de ce qui est en train de se tramer aujourd'hui.

Certaines choses sont assez claires cependant. Le potentiel subversif de l'automation de la production est en bonne partie neutralisé, mais la dynamique de l'informatisation a fortement secoué les structures sociales et les a obligées à se réadapter. Et ce n'est pas fini. Pour ma part, je pense que nous sommes à l'aube d'une deuxième informatisation qui va toucher profondément l'organisation du travail intellectuel et le concept même d'entreprise. Ces transformations passent par un reformatage des identités sociales.

On est en train de passer à des formes sophistiquées d'encadrement des processus intellectuels. Cela met en question la position des producteurs d'innovations que sont les ingénieurs et surtout les scientifiques. La recherche scientifique est indispensable à la survie du système, mais ce sont les découvertes qui peuvent se transformer en objets marchands qui intéressent essentiellement l'industrie. Cela crée des tensions. Quel type d'alliance les scientifiques vont-ils passer avec le noyau dur des pouvoirs en place – dont certains d'entre eux font d'ailleurs partie –, et quelles seront les réactions des ingénieurs et des cadres lorsque l'informatisation de l'expertise va progressivement grignoter leurs privilèges ?

D'autre part, il s'avère que ce sont de plus en plus les TIC qui maintiennent la cohésion mondiale de ces groupes sociaux ; ce sont d'ailleurs les scientifiques qui ont créé l'Internet et les logiciels libres. Mais ces travaux sophistiqués sur l'information, y compris dans ses dimensions communicationnelles, ne sont pas propres au monde de la recherche. Ils ouvrent à des questions nouvelles...

Michel Burnier :

Je vais d'abord réagir par rapport à ce qui a été dit précédemment. *Terminal* dès le départ a mis l'accent sur deux points essentiels : les questions des libertés publiques et la montée d'un fichage automatisé, par conséquent des risques réels d'accroissement de la surveillance sociale.

Je me souviens des projets GAMIN et SAFARI⁵, de la carte d'identité, qui ont été en partie contrés, en partie seulement bien entendu. Mais c'était et cela reste une grande question, je dirais même sans doute la question essentielle. Le deuxième point que *Terminal* a porté dès son origine est la question de la suprématie des grosses entreprises informatiques, pas uniquement IBM, puisqu'il y avait CII et d'autres, mais toutes celles en rapport avec les transformations de l'existence que l'on sentait poindre et qui avait été abordées en grande partie au colloque "Giscard" au palais des Congrès.

5. SAFARI ou la chasse aux Français, ■ric Boucher, Le Monde du 21 mars 1974.

Certains avaient été jusqu'à dire que l'on pouvait peut-être remettre en cause les formes de salariats classiques. Puis, il y avait eu une conférence d'Edmond Maire sur la *Disparition de la valeur travail*. Je me souviens que Pierre Naville⁶ avait rappelé la nécessité d'abolir le travail pour que la société évolue. Il y avait Dominique Wolton, etc., il y avait plein de bonnes intentions ; les Philippe Lemoine et autres voyaient en quelque sorte un projet positif ; en tout cas une intervention politique démocratique positive par rapport à la montée de l'informatisation. En cela, à mon avis, ils se sont trompés et je continue d'être en relatif désaccord avec la pensée implicite majoritaire de ceux qui ont contribué à CIII, à *Terminal*, d'une vision relativement technophile.

Une vision technophile, c'est-à-dire l'idée qu'au fond grâce à une informatique plus démocratique, grâce à l'ouverture de l'accès au code source, à l'ouverture sur les mouvements sociaux, grâce aux luttes qu'il peut y avoir par rapport au fichage, à l'utilisation du numérique et de l'informatique elle-même, on pourrait franchir un saut de qualité ; ce à quoi je ne crois absolument pas. Il y a une technophilie implicite et j'y reviendrai. Il y a trois points qui me paraissent valider totalement le projet de *Terminal* depuis ces origines. Le premier est l'idée que l'informatique est la technologie principale dans la transformation actuelle de la société.

La deuxième idée, qui est certainement moins présente mais tout de même réelle, est celle du passage d'un système industriel fordien à un système post-fordien fondé sur l'économie de l'immatériel. Fondé sur ce que j'ai appelé le travail relationnel, c'est-à-dire qu'on vend aujourd'hui de la relation plus que des produits et qu'il existe un rapport médiatisé par la marchandise via les médias informatiques et autres. À mon avis, sur ce dernier point, il faudrait continuer à écrire. En fait, l'information n'est pas seulement la valeur centrale dans cette société dite de l'information, elle est celle qui permet. Pas seulement virtuellement, bien que je crois que c'est déjà présent car je le sens à travers un certain nombre d'études faites à propos des télécentres, ainsi que de l'usage des jeux vidéo ou des nouvelles formes d'équipes dans les entreprises. Une forme de ce que j'appelle le travail ludique c'est-à-dire la tentative de transformer les activités de travail, qui rejoignent bien évidemment aujourd'hui les activités de consommation et de loisir, en quelque chose de parfaitement intégré... À ce titre, je reprends la remarque d'Emmanuel Videcoq qu'en effet, l'informatique n'est pas séparable de la société, encore moins aujourd'hui qu'avant.

Enfin troisième point, c'est l'idée de contrôle social. Je crois que de ce point de vue, il y a encore du travail, mais cette notion est présente dans le projet de *Terminal*. L'idée du contrôle social et du passage précisément de forme de

6. Pierre Naville (1904-1993). Ce fils d'un banquier de Genève adhère au mouvement surréaliste, où il contribue largement à la politisation du mouvement, à travers une brochure célèbre *La révolution et les intellectuels*. Après un bref passage au Parti communiste, il se rallie à Trotsky, dont il sera d'abord un des proches compagnons d'armes, pratiquement jusqu'à la mort de celui-ci en 1940. L'après-guerre le voit entrer au CNRS, mais aussi participer à la fondation de la *Revue internationale*, militer à l'UGS, puis au PSU. Parallèlement, il mène une carrière de sociologue du travail,

contrôle autoritaire à ce que j'appellerais des formes d'auto-contrôles sociaux.

Daniel Naulleau :

Je voudrais introduire mon propos par un petit point anecdotique qui est le nom de la revue. Je ne sais pas si l'on en a vraiment parlé lorsqu'on a choisi le nom *Terminal*, mais je crois qu'il y avait un clin d'œil à la lutte finale, la lutte "terminale". Si l'on y avait ajouté "1984", c'était d'une part parce qu'il y avait déjà une revue qui existait, qui n'a pas duré d'ailleurs, qui nous a contraint à agrandir le titre en rajoutant quelque chose derrière, "84" c'est un deuxième clin d'œil. D'autre part, il y avait quand même l'idée qu'à terme et à court terme puisque l'on parlait de 1984, il y aurait la disparition quasi automatique de l'informatique, et évidemment sur ce point nous avons fait une grossière erreur d'analyse.

Je voudrais réagir au point de vue de Michel Burnier. Effectivement si à un moment donné, la réflexion sur informatique et liberté a été mise de côté parce qu'elle a été considérée comme ringarde, ce qui m'inquiète le plus actuellement c'est le contrôle social bien au-delà du simple fichage. Je me demande si l'on ne fait pas fausse route quand on s'accroche à la Loi informatique et liberté. Ceux qui ont la prétention de nous diriger ne veulent pas savoir qui fait telles choses ; ce qui importe c'est de savoir qu'il existe des catégories de personnes qui sont déviantes ou pas et il s'agit plus d'un contrôle social que d'un contrôle individuel qui se met en place : normalisation des habitudes, des tendances, etc.

Cette réflexion, on ne l'a pas occultée parce qu'on en a parlé dès le début. On n'a peut-être pas été assez présent, par exemple le terme de contrôle social n'a jamais été vraiment défini. Il a peut-être été défini ailleurs, mais il devrait faire l'objet d'une définition précise dans *Terminal*. En effet, contrôle social, souvent qu'est-ce que c'est ? Par exemple les cookies, ils se contentent de mémorier un nom, une adresse IP, le pseudo de quelqu'un, qu'importe ; l'important est de savoir qu'il y a des personnes qui passent de tel site à tel site, etc.

La grande nouveauté par rapport à il y a vingt ans, c'est l'arrivée d'Internet. Nos problématiques sont maintenant compréhensibles d'un vaste public, quasiment de l'ensemble de la population. Je l'ai perçu dans les enseignements, lorsqu'on parlait de l'importance des États-Unis, ou de l'importance des monopoles. Auparavant nos propos apparaissaient à certains étudiants comme un discours abstrait. Aujourd'hui quand on dit *Microsoft*, il n'y a plus besoin de faire un dessin. Il y a donc des concepts, des idées qui ont pu à un moment être un peu théoriques, qui sont aujourd'hui concrètes. On leur parlait de flux transfrontière de données et pour eux cela ne voulait pas dire grand chose. Il fallait arriver à trouver un exemple, on utilisait toujours le même, celui des employés de chez Fiat dont la carrière était gérée en Italie et donc non protégée par la Loi informatique et liberté. Aujourd'hui tout le monde comprend.

En même temps, ce débat qu'on rêve de voir a quand même du mal à se concrétiser, c'est-à-dire que le nombre d'articles, d'émissions dans le

grand public reste toujours très réduit. La transposition de la directive européenne n'a pour le moment fait l'objet d'aucun débat, peut-être y aura-t-il un ou deux articles au moment du vote, mais j'en doute ! Et c'est quand même un peu terrible. La LEN, la Loi sur l'économie numérique, n'a pas suscité un grand débat. Il y en a eu un petit peu parce qu'il y a eu quelques excès qui ont été atténués. Ce phénomène est vraiment nouveau.

Pour terminer, je veux revenir sur SAFARI, je crois que SAFARI revient, cela s'appelle " l'e-administration ", au départ c'était l'ordinateur central qui allait surveiller la France entière. Maintenant, c'est un réseau qui n'est absolument pas central qui va contenir des données sur un certain nombre de personnes, on ne sait pas lesquelles ni quelles données vont s'échanger, on ne sait évidemment pas entre qui et qui. Chaque citoyen possèdera peut-être un bout de son fichier dans sa carte à puce, mais il ne sait pas très bien, il y aura probablement un double quelque part. On arrive à une version décentralisée de SAFARI, alors qu'on est parti dans les années 80 d'une version centralisée, il y a comme une espèce de boucle.

Michèle Descolonges :

J'ai rejoint *Terminal* en 1985, ce qui fait que je n'ai pas participé aux premiers débats sur "informatique et liberté". C'est important par rapport à ma perception de la revue, j'ai davantage été dans la logique qui consistait à investiguer comment les différentes formes d'informatisation se diffusaient et affectaient un certain nombre de secteurs. J'emploie intentionnellement le terme affectaient parce que je me souviens très bien d'un débat qui avait eu lieu rue de Châtillon où à l'issue de ce débat, Emmanuel nous avait dit : "on est tous bien d'accord maintenant, on ne peut plus parler en termes d'effets sur la société".

Cette affirmation traduisait la progression d'une équipe, quelque chose de collectif en termes de conception du rapport informatique et société. De ce point de vue, je distinguerais deux choses : d'une part le type d'évolution de chacun de nous, les analyses que chacun a pu produire, et d'autre part, cette période avait marqué la fin du débat sur ce qu'est informatique et société. Certes, on a continué, mais ce projet global (informatique et société), à mon sens, a été terminé.

Je voudrais relever trois types de débat qui m'ont beaucoup intéressée. Au début des années 80, l'une de ces questions a motivé ma venue à *Terminal*, celle des politiques publiques développées en faveur de la jeunesse. En particulier, j'étais intriguée par l'idée que ces politiques étaient sensées premièrement réduire ce que l'on n'appelait pas encore la fracture informatique, mais les inégalités ; deuxièmement, les jeunes allaient réussir là où les moins jeunes échouaient, à savoir nous introduire à un monde meilleur grâce à la technique. Ces propos étaient technophiles, ils ont été contagieux et à travers l'idée d'inégalité, ou d'égalité nécessaire, ce qui était développé, c'était une acceptation de la technique et une minoration des points de vue critiques.

La deuxième chose que je voudrais dire porte sur la question du

contrôle. On est aujourd'hui dans une phase où il y a plusieurs sortes de contrôles et il me semble que l'on ne peut pas parler en terme de nouvelle forme de contrôle sans en définir la nature. Quand on fait référence à un contrôle centralisé, la figure phare est celle de *big brother*. Mais que contrôle *big brother* ? Il contrôle les affects. Plus récemment, dans le film *Minority Report*, le contrôle des affects (par la "prévision" de crimes) est mis en question, parce que la prétention à l'atteindre s'appuie sur la tricherie (la suppression des informations minoritaires). Mais aujourd'hui, ce n'est pas nécessairement le contrôle des affects qui est visé, mais plutôt l'idée qu'il faut se contrôler les uns les autres. De ce point de vue, je rejoins ce que dit Michel Burnier sur le contrôle, mais en précisant le sens : "contrôlons-nous les uns les autres, car nous ne savons pas quels vont être les effets de nos actions". On est là dans la logique développée autour du risque, de la prudence, etc. C'est à mon sens une des raisons pour lesquelles il y a développement et acceptation du contrôle. Cette acceptation pourrait être liée à différentes formes de la peur que nous pouvons déclencher n'importe quoi, des catastrophes environnementales, le terrorisme, etc.

Enfin une troisième chose, en terme de contexte politique, c'est la question de la mondialisation. On est conduit à voir le rôle que jouent les différentes formes d'informatique dans la mondialisation. Certes il n'y a pas que les technologies de l'information et de la communication, il y a aussi les flux de matières, les transports en général y compris les transports d'individus, mais les technologies de l'information et de la communication tiennent un rôle majeur. Pour un certain nombre de personnes - dont je suis -, la mondialisation est saluée en terme d'ouverture en dépit de toutes les restrictions et les critiques, relatives aux phénomènes d'hégémonie (notamment en matière financière). Pour toute une série d'autres personnes la mondialisation est critiquée. Il faut donc voir qu'à partir de ce moment, les outils qui favorisent la mondialisation font aussi l'objet de la critique. Ainsi la critique consisterait à refuser d'utiliser un certain nombre de techniques. J'ai été très frappée par la fameuse loi LEN. C'est extraordinaire, les députés ont voté pour la confiance, ils n'ont pas eu peur en rédigeant cette loi, ils proposent de voter pour que les citoyens aient confiance dans une société !

Dominique Desbois :

La première fois que j'ai entendu parler de *Terminal*, j'étais étudiant et j'arrivais à Paris. *Terminal* a en partie contribué à mon apprentissage militant ou citoyen. En effet, j'étais assez inculte politiquement. L'année précédant mon arrivée à Paris, nous avons mené à Poitiers avec d'autres étudiants une petite action sur les questions de contrôle social. On avait fait un tract sur la fac qui avait bien marché. En arrivant à Paris, étant toujours étudiant, je cherchais des groupes, des informations et c'est comme cela que j'ai connu *Terminal*. Bien que *Terminal* me semblait tout à fait à gauche de la gauche, j'étais attiré par le fait que "1984" figurait déjà dans le titre de la

7. Nom de plume du journaliste britannique ■ric Blair (1903-1950), auteur de nombreux romans et essais de 1984, (*Nineteen Eighty-Four*), Galimard, Paris 1950, Folio 1981.

revue, rappel explicite au roman d'Orwell⁷.

À cette époque-là à Jussieu, j'avais assisté à une assemblée où je me souviens d'un certain nombre de personnes dont Emmanuel Videcocq, mais aussi Jean-Louis Rigal. J'étais étudiant chez Jean-Paul Benzécrici⁸, au laboratoire d'analyse de données et Rigal donnait un cours intitulé "des données pas si données que cela". Le titre de "1984" m'avait attiré parce que, lisant Orwell à la suite de "1984", je découvrais l'histoire du POUM et de son dirigeant Andrés Nin⁹ et c'était sa réflexion sur le pouvoir qui m'intéressait. De l'éveil militant et associatif au rôle de citoyen, je ne voulais pas faire d'études sans réfléchir à mon implication en tant que professionnel dans tout cela.

Dans le même temps, comme je travaillais pour une société de service, filiale de *General Electric*, je ressentais la division du travail au niveau international parce que je travaillais sur de l'informatique répartie dans un réseau contrôlé par une compagnie américaine qui vendait des services, données, logiciels et temps de calcul. Le débat informatique "grand chaudron contre petite marmite", je me souviens du bouquin de Lusatto¹⁰, je le vivais comme un peu dépassé. Pour moi, ce n'était pas une opposition, je trouvais que le réseau mettait déjà en place la solution. En même temps, je percevais qu'il y avait un écart technologique entre les Américains et nous, je percevais aussi confusément mais je ne l'analysais pas comme tel que les Iris 45 ou les Iris 80 de la fac - produits issus du plan calcul de l'effort industriel de l'État français -, étaient en train d'être largement dépassés sur le plan commercial même si leur système d'exploitation (dérivé de Multics) était novateur par rapport à l'OS/VS d'IBM.

En même temps, je percevais la division du travail du point de vue de la formation, puisque nous étions chargés de mettre en musique de l'informatique qui était produite ailleurs. J'ai continué à la ressentir au cours de ces mêmes années quand j'ai quitté cette société, après mon DEA. Je travaillais pour la CIMSA¹¹, branche militaire de Thomson CSF, et l'on s'intéressait aux histoires de système de commandement pour l'armée. Dans ce cadre, on développait de la mini-informatique et des systèmes embarqués, donc des petits systèmes qui se rapprochaient de l'utilisateur et qui finalement allaient aboutir à l'informatique personnelle. On ne l'appelait pas comme cela, mais les concepts d'interface homme-machine étaient déjà au centre du groupe du même nom dirigé par Richard Guedj au laboratoire central de Corbeville que j'avais intégré. D'ailleurs pour moi, c'était deux facettes d'une même technologie, simplement il y avait des contraintes différentes.

En tant qu'étudiant c'était pour moi une technologie de pouvoir et une

8. Jean-Paul Benzécrici, statisticien français, père de l'Analyse des correspondances et fondateur de l'école française d'analyse des données.

9. Parti trotskyste espagnol, dont le dirigeant Andrés Nin sera assassiné probablement par le GPU sur ordre de Staline, suite à son arrestation le 16 juillet 1937 ; cf. *Hommage à la Catalogne* 1981 (*Homage to Catalonia*), Éditions Champ Libre, Paris, 1981.

10. Bruno Lussato, *Le Dilemme Informatique*, Fayard Paris, 1981.

11. Compagnie Informatique militaire, spatiale et aérospatiale, filiale de Thomson CSF (aujourd'hui le groupe THALES).

technologie d'état de grands groupes industriels. Mais à travers mon activité sur les standards de recherche graphiques, ma perception a changé sur l'impact de cette technologie dans le quotidien professionnel : lors des contacts avec les chercheurs de l'INRIA, il était déjà explicitement question du "bureau du futur". Ce que j'ai complètement laissé passer, ce sont les aspects liés au logiciel libre puisqu'au laboratoire de statistique de l'université de Paris, qui était le laboratoire de Benzécri, une association, qui s'appelait l'Addad, avait été créée pour la diffusion de programmes d'analyse des données statistiques.

L'Addad est une association universitaire où existait une réelle pratique de partage des sources, si bien que comme je n'avais pas d'autre culture, cela m'apparaissait comme faisant partie des libertés académiques. De la même manière, quand j'étais à l'université, il y avait une certaine liberté, nous étions dans une sphère où il n'y avait pas de valeur patrimoniale pour les innovations. Pourtant, dans le même temps, je me posais la question car dans la pratique avec General Electric ou Thomson CSF, on se préoccupait déjà des questions de propriétés industrielles, à propos des codes sources et des différences entre le droit américain et le droit français sur la propriété intellectuelle.

En contraste, dans le milieu universitaire que je fréquentais, USA et Europe, c'étaient deux mondes séparés et on ne se posait pas la question. La question que je me posais alors c'était : comment les logiciels américains naissant dans les universités sont transformés ensuite en produits ? Pourquoi n'arrivons-nous pas à faire la même chose ? Il y avait une atomisation des équipes de recherche dans le champ où je travaillais et je sentais confusément à l'époque qu'il manquait une structure fédératrice. En fait, cela s'est fait, un peu après, historiquement, il y a eu une convergence autour du Cesia, association créé par Lebart, Morinau et Fénelon pour les utilisateurs avec l'appui du Credoc, mais l'essai n'a pas pu être transformé car par la suite, certains ont voulu faire du logiciel commercial (avec la création du Cisia), d'autres rester dans le secteur associatif (Addad, Modulad), avec de nouveaux éclatements mais aussi un essaimage ; le groupe Communication homme-machine chez Thomson a également éclaté sur le mode de l'essaimage et ce fût probablement l'une des premières tentatives de création de start-up à partir d'un labo industriel.

Enfin dernière remarque qui date de mon service militaire en coopération, un an ou deux après cette période. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles j'ai voulu rester à *Terminal* en tant que correspondant de la revue pour le tiers-monde. C'était l'époque du Centre mondial de l'Informatique et je trouvais cela invraisemblable. Je ne veux pas dire que j'avais raison avant l'heure, mais le centre de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Nicholas Negroponte était pour moi surréaliste, comme l'alliance de la carpe et du lapin. Je commençais à avoir des informations sur le tiers-monde et sur les problèmes qui s'y posaient.

J'étais allé faire une mission en Algérie sur des problèmes de réformes de l'enseignement technique et j'avais eu le temps d'avoir un aperçu, même en une semaine de mission de ce qu'était Alger, sa banlieue et les problèmes

de développement que cela posait. Les problèmes que la technologie posait, une technologie relativement bien maîtrisée puisque l'on fabriquait des camions à Rouiba. Ils formaient les gens et les gens partaient, ils avaient un problème de *turn over* terrible et je me disais : "mais comment peut-on prétendre que l'informatique va être la solution? le silicium va être la solution pour ces pays ?" Je crois que c'était une escroquerie intellectuelle complète.

Jean-Pierre Durand :

L'information a toujours existé et on l'a toujours bidouillée, mais avec l'informatisation, tout cela prend une échelle monumentale. Je voudrais remercier le CIII et *Terminal* d'avoir été créés à cette période. J'étais, à l'époque, un militant politique et je trouvais que l'on tournait en rond et que le personnel politique des mouvements politiques était un peu raide. En plus, l'écologie qui émergeait ne m'intéressait pas tellement pour un tas de raisons. *Terminal* était donc une ouverture. C'était un foyer de discussion, un lieu de débat, de confrontation sur des choses qui émergeaient et dont on ne connaissait pas grand chose puisque effectivement c'était naissant et j'ai trouvé cela incontestablement intéressant.

J'ai passé de bons moments à *Terminal*. En revanche, l'histoire des lois informatiques "informatique et liberté", ne m'a jamais vraiment captivé parce que j'avais l'impression que l'on tapait à côté. J'en suis d'ailleurs toujours persuadé. C'est-à-dire qu'aujourd'hui cela ne sert à rien, cette fois non pas d'être technophile mais d'être technophobe et de penser que parce qu'il y a l'informatique, les ordinateurs, y compris centralisés, on est surveillé, contrôlé, etc. Je le dis franchement, cela ne me dérange pas qu'il y ait un contrôle social organisé contre le terrorisme, la pédophilie, le crime organisé, la mafia. Si l'on affirmait le contraire, on ne serait plus compris parce que quand tu prends l'avion aujourd'hui tu n'es pas sûr d'arriver, c'est quand même un problème.

Michel Burnier :

Je ne suis pas du tout d'accord pour trois raisons. Le premier point concerne le terrorisme. Nous serons tous plus ou moins d'accord pour dire que le fichage antiterroriste n'est qu'une façon déguisée d'un fichage policier, qui a pour fonction le contrôle de tout individu sur la planète.

Deuxième exemple, celui sur la pédophilie. Je voudrais rappeler de façon anecdotique que le fichage des pédophiles a abouti à des erreurs plus qu'énormes, au suicide d'un certain nombre de gens. Étant donné que l'analyse par mot clé, qui est faite automatiquement par des automates, afin de contrôler le terrorisme mondial est par certains côtés parfaitement ridicule puisqu'il suffit de ne pas utiliser certains mots. Par conséquent, cette histoire de pédophilie a été une tentative, heureusement avortée, d'une criminalisation d'une partie de la société. Cette tentative s'avère encore plus ridicule puisque nous savons que l'usage commun et domestique de l'Internet porte en très grande partie sur ce que l'on appelle, très vaguement, la pornographie, et qui aujourd'hui rapporte de l'argent et d'une manière non gratuite

puisqu'il est le téléphone qui est la pompe à fric.

Troisième exemple, celui de la mafia. L'informatique ne sert pas à contrôler le gangstérisme. Si mafia il y a et si l'on regarde à travers la lunette de l'information binaire, car c'est encore un cas d'amplification où les flux financiers économiques internationaux permettent aujourd'hui l'évasion fiscale massive, ce n'est pas même dit par les alter mondialiste, à savoir les flux transfrontières ne sont plus repérables ni taxés. Par conséquent, l'énorme majorité du capital financier, certes virtuel mondial, a pris aujourd'hui son autonomie totale par rapport aux États nationaux.

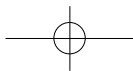
Jean-Pierre Durand :

Tu me caricatures un peu... Quand j'ai dit que la société a digéré les technologies d'information de la communication, j'entends le téléphone portable, l'Internet, le micro-ordinateur. Quand on commence à transformer l'information en signes et que l'on ne s'occupe que du signe, on est dans la numérisation. Ainsi on est dans un système non seulement binaire, mais tôt ou tard autoritaire. Je suis d'accord avec ce que tu dis avec le profilage, il faut dénoncer le profilage des pédophiles. Évidemment au bout d'un moment tout le monde fiche tout le monde. Je trouve intéressant que l'on puisse utiliser les technologies de l'information pour maintenir un minimum d'ordre social consensuel (on est tous antiterroriste, antipédophile). Je parle uniquement du fichage, qui est une méthode à peu près rationnelle, rapide et peu coûteuse, à condition que l'on surveille les ficheurs. C'est vraiment une condition.

Il faut contrôler les contrôleurs. Il ne s'agit pas d'organiser la surveillance des ordinateurs, il s'agit d'organiser le contrôle des contrôleurs, donc c'est bien un problème social et politique et non pas un problème technologique. En même temps, je partage le point de vue que l'on organise une psychose où tout le monde surveille tout le monde.

Je suis plutôt un sociologue du travail. En fait la technologie dans le travail m'intéressait et c'est pour cela que je suis venu ici, mais d'une certaine manière, cela ne m'intéressait que secondairement. Au sein de *Terminal*, j'ai toujours été un marginal sur ces questions de technologie, j'ai peut-être eu la chance d'avoir un passé politique, d'être marxiste et d'être sociologue pour pouvoir dire que la technique, à la limite, c'est un fait social comme un autre.

En revanche la question qui m'intéressait, c'était la nature de l'information et du traitement automatique de l'information. L'information a toujours existé et on l'a toujours bidouillée, mais avec l'informatisation tout cela prend une échelle monumentale. Ce qui surtout m'intéresse, c'est le traitement de l'information où en fin de compte, le sens a disparu et où l'on ne traite que le signe. Nos sociétés elles-mêmes s'enferment dans ce que j'ai appelé une communication instrumentale pour la différencier d'une communication compréhensive, pour souligner que c'était d'une autre nature et que cette dernière est vraiment le propre de l'homme. Cette idée conduit à dire, ce que vous avez déjà dit, d'une certaine manière, la société a digéré l'informatique. Et c'est devenu une technologie banale. Certains sont toujours avec



l'idée d'un bond technologique. Je hausse le ton contre cela, pour moi cette question est réglée. En revanche, cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas utiliser, de temps à autre, cette technique, cette technologie du traitement automatique de l'information dans le contrôle du travail.

Cela reste presque marginal, bien qu'il y ait quand même des choses inquiétantes en matière de logiciels de gestion des ressources humaines par exemple. Il y a ce logiciel "*performanse*", on a tous signé des papiers contre ce logiciel qui transforme en fin de compte ou qui met en tube l'affect, la sensibilité, l'intelligence, etc. pour trier les gens, les affecter à droite, à gauche selon certaines règles qui sont tout à fait condamnables. La Gestion des RH (Ressources Humaines) est l'un des rares domaines où l'informatique soit condamnable. Parce que l'histoire du badge, on a beaucoup écrit dessus, mais on a aussi vu que ce sont les cadres qui demandaient à être badgés pour bien prouver qu'ils faisaient 65 heures par semaine ! On voit donc aussi comment une revendication peut se retourner.

La technique n'est pas mon cheval de bataille. En revanche, et je suis sensible au glissement que l'on observe vers l'autocontrôle, mais il n'a rien à voir avec la technique. La manipulation et la rationalisation de la subjectivité à travers le modèle du Medef sur les compétences, il n'y a pas besoin de la technologie pour faire cela, d'ailleurs ils s'en passent.

Emmanuel Videcoq :

Sauf que s'il n'y avait pas la technologie, on ne le ferait pas !

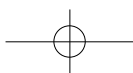
Jean-Pierre Durand :

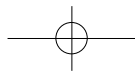
Tout dépend de quoi on parle ! Si tu parles des logiciels de gestion des ressources humaines oui, mais pour ce qui concerne l'évaluation individuelle des personnes, je peux te donner des documents, il n'y a rien d'informatisé, ce sont des fiches, format A3, où tout est manuel et c'est géré tout simplement.

Si l'on prend dans l'espace de travail le système japonais, dans le bouquin d'Aoki c'est très bien montré, nous on a une gestion hyper décentralisée du personnel et c'est un foutoir inouï. Chez eux, c'est exactement le contraire. Ils ont un système hyper centralisé, tout le monde est noté deux fois dans l'année et le système de notation remonte au service central du personnel. Ceci existe depuis l'après-guerre. Ce qui veut dire qu'ils n'ont pas eu besoin de l'informatique pour mettre en place le système. Quand on veut un système informationnel efficace, on y met les moyens et je dirais même que les Égyptiens géraient l'eau très bien avec un papier et un crayon !

C'est pour cela que dans ce contexte, la machine ne joue pas un grand rôle. Ce qui m'intéresse, c'est de voir s'il faut relier chômage, docilité et intériorisation des normes et ainsi de suite. Pour intérioriser les normes, il n'y a pas besoin de la machine.

Je reste persuadé que la machine n'est vraiment qu'un outil utilisé de temps à autre, mais beaucoup moins souvent que l'on a eu tendance à le dire, parce que l'on est tous tombé dans le panneau. Tout à l'heure, Michel





Burnier évoquait le travail ludique. Oui mais à mon sens, c'est encore un aménagement. Le travail ludique par la machine, je regrette ! Il y a eu un côté ludique au début pendant deux ans : "Pendant la journée je sors et le soir je fais le boulot". C'est terminé je n'ai plus envie, c'est quand même enfermement et aliénant. Le rapport social à travers la machine, il n'a quand même pas vraiment lieu. Il est très instrumentalisé et c'est cela qui me déplaît le plus. Les personnes qui prennent plaisir au travail, c'est un peu un plaisir sous la contrainte, c'est-à-dire qu'on le veuille ou non, tout ce qui est portable que ce soient les téléphones, les machines en tout genre, l'un dans l'autre cela reste, quelque part, l'allongement de la durée du travail. ■

(suite du Forum page 57)

